



### Informations du Guatemala

1ère année / N° 45

du 6 au 11 novembre 1983

#### EGLISE

Le Pape prie pour le Guatemala  
Mejia Victores : Ce sont des subversifs  
Un prêtre assassiné  
Le chef de l'Etat demande au nonce de maintenir le calme  
Les obsèques : une manifestation contre le régime militaire  
On révèle le nombre de catéchistes séquestrés

#### POLITIQUE

La loi sur le recensement est promulguée  
On persécute des hommes politiques  
Le Guatemala restera neutre tant que cela sera possible  
Des représentants des Etats-Unis en visite dans le pays  
Contadora propose un traité de paix en Amérique Centrale  
PNR : Les Etats-Unis font obstacle à la démocratie au Guatemala  
Nomination dans le corps diplomatique

#### CONTRE-INSURRECTION

L'armée rééduque les paysans dans des "communautés modèles"  
L'usine de munitions fonctionne

#### ECONOMIE

Réduction des exportations vers le Nicaragua  
La crise dans le tourisme

#### MOUVEMENT POPULAIRE

Les universitaires réclament une augmentation de leur budget

#### INSURRECTION

Affrontement dans le département de San Marcos  
Les FAR endommagent un hélicoptère  
Deux embuscades dans la capitale  
Une opération originale de propagande menée par l'Orpa

#### DROITS DE L'HOMME

On dénonce le régime militaire à Madrid  
Un policier tire sur un attardé mental  
73 victimes en 6 jours  
Le gouvernement : Il n'y a pas de disparus

#### SITUATION SOCIALE

Recrudescence de la malaria

## EGLISE

## LE PAPE PRIE POUR LE GUATEMALA

Le 5 novembre, à Rome, recevant les évêques guatémaltèques, le Pape a prié en public pour la paix au Guatemala et demandé "que cesse la violence" dans ce pays.

Le Pape a souligné que des membres de l'Eglise ont été atteints par les enlèvements et les assassinats commis au Guatemala et réaffirmé que l'Eglise doit continuer à s'engager dans l'action pour une plus grande justice sociale.

"Personne n'a jamais prétendu mêler évangélisation et subversion", a dit Jean-Paul II aux évêques guatémaltèques. "Montrez, par votre action en faveur d'une plus grande justice et en faveur de la disparition d'inégalités criantes, souvent basées sur des structures enracinées dans l'injustice sociale, montrez que l'Eglise, ses représentants et ses collaborateurs recherchent la paix".

## MEJIA VICTORES : CE SONT DES SUBVERSIFS

Commentant le message adressé par le Pape Jean-Paul II aux évêques guatémaltèques, le général Mejia Victores, chef de l'Etat, a accusé le 7 novembre les religieux catholiques de collaborer avec le mouvement insurrectionnel.

"Nous avons arrêté, il y a deux mois, un missionnaire mexicain et deux Nicaraguayens en possession de propagande extrémiste".

Le général Mejia Victores a communiqué que le missionnaire se nomme Augusto Perez Luna. Les trois personnes ont été expulsées au Mexique, avec, d'après le général, l'accord des autorités ecclésiastiques.

Juan Carlos Cordoba, porte-parole du clergé, a déclaré le 8 que l'Eglise n'était pas au courant de l'affaire mentionnée par le général Mejia Victores.

## UN PRETRE ASSASSINE

L'Eglise catholique a indirectement désigné le gouvernement comme responsable de l'assassinat du prêtre Augusto Ramirez Monasterio, supérieur de l'Eglise de San Francisco El Grande, assassinat commis à Antigua Guatemala, le 7 novembre. L'Eglise a demandé des garanties pour assurer sa tâche, "sinon, il y aura des tensions".

Juan Carlos Cordoba, en divulguant le communiqué officiel dans lequel l'Eglise condamne l'assassinat, a déclaré que Ramirez Monasterio avait des problèmes avec l'armée. "En juin dernier, il a été arrêté par les membres de l'armée dans le Chimaltenango ; il a été détenu dans des conditions très pénibles, pieds et poings liés. Depuis, le Père Ramirez était victime d'une campagne de pressions et d'intimidation".

Le Père Ramirez Monasterio est le premier prêtre assassiné depuis le renversement du général Lucas Garcia en mars 1982. Sous la présidence de ce dernier, 12 prêtres ont été tués par les forces officielles et une centaine obligés de s'exiler.

Récemment, les autorités ecclésiastiques du Guatemala et le nonce apostolique ont désigné le gouvernement comme responsable de l'enlèvement d'un prêtre et de 500 catéchistes ainsi que d'une "embuscade" tendue le 18 octobre à un groupe de religieuses.

#### LE CHEF DE L'ETAT DEMANDE AU NONCE DE MAINTENIR LE CALME

Le général Mejia Victores et le ministre des Relations Extérieures ont rencontré le 7 novembre Monseigneur Oriano Quilicci, représentant du Vatican au Guatemala. Selon le ministre de l'Intérieur, Adolfo Lopez Sandoval, le général et le ministre l'ont pressé, au sujet de l'assassinat du Père Augusto Ramirez Monasterio de "garder son sang-froid, comme le fait le gouvernement en cherchant à éclaircir cette affaire".

La Conférence Episcopale du Guatemala (CEG) a condamné le crime et expliqué que le Guatemala est "une société déchirée par le déchaînement de la violence qui s'est impitoyablement abattue sur les indigènes, sur les paysans et même sur l'Eglise".

#### LES OBSEQUES : UNE MANIFESTATION CONTRE LE REGIME MILITAIRE

L'enterrement du prêtre Augusto Ramirez Monasterio le 9 novembre a donné lieu à une manifestation de foule contre le régime militaire et à une cérémonie religieuse sans précédent dans le pays.

Les obsèques se sont déroulées à Antigua Guatemala (à 45 kms à l'Ouest de la capitale) ; l'absence des autorités et des forces de sécurité à la cérémonie a été remarquée.

Le nonce apostolique a servi la messe entouré de 217 prêtres, soit la moitié environ du corps clérical du pays. "La manifestation du peuple dans cette cérémonie religieuse est l'expression la plus éloquente et la plus pure de la condamnation de cet assassinat injustifié", a dit Quilicci. Il a également rappelé les paroles prononcées par Jean-Paul II au sujet des droits de l'homme lors de sa visite dans le pays en mars dernier.

#### ON REVELE LE NOMBRE DE CATECHISTES SEQUESTRES

Selon une information publiée le 7 novembre par la presse, les catéchistes catholiques Patrocínio Perez, Rogelio Pimentel, Eliseo Pimentel, Alberto Canal, Martin Hernandez, Matias Vaaq, Otoniel Albino, Eloy Cortez et Esteban Ortiz sont illégalement détenus depuis le mois d'août dans une base militaire du département de Izabal (Nord-Est du pays). 4 pasteurs sont également détenus au même endroit.

### POLITIQUE

#### LA LOI SUR LE RECENSEMENT EST PROMULGUEE

Le général Mejia Victores a fait savoir que le gouvernement militaire a promulgué le 9 novembre la loi sur le recensement des citoyens. Cette mesure a été combattue par les groupes politiques qui participent à "l'ouverture démocratique". Ils y voient une manœuvre gouvernementale visant à maintenir indéfiniment au pouvoir le régime actuel.

Conformément à la nouvelle loi, devront être recensés tous les électeurs alphabétisés et éventuellement les analphabètes, ceci en vue des élections de l'Assemblée Nationale Constituante, promises par le général Mejia Victores pour juillet 1984.

De l'avis des représentants des partis politiques traditionnels, les procédures établies par le régime sont anti-techniques et ajournent la date des élections.

De plus, un tel recensement requiert une infrastructure coûteuse et difficile à mettre en place en peu de temps.

#### ON PERSECUTE DES HOMMES POLITIQUES

Les cadavres de Ricardo Gonzalez et de Juan Chacon, membres du comité politique Fuerza Popular Organizada (FPO) ont été découverts criblés de balles le 8 novembre dans le domaine El Salto, département de Escuintla (Sud du pays). Ceci porte à 15 le nombre d'hommes politiques assassinés ou enlevés en un mois.

Selon Rony Villavicencio, secrétaire général du FPO, "l'ouverture démocratique est une moquerie à l'égard du peuple" ; il faisait allusion au fait que 6 dirigeants du comité ont été enlevés dans ce même département il y a un mois.

La Démocratie Chrétienne (DC) a dénoncé le 6 novembre "la recrudescence de la campagne de persécution politique dans le pays" et demandé au général Mejia Victores de donner des ordres afin d'éviter que "ces incidents ne se transforment en une action généralisée contre les membres du parti". Durant le mois d'octobre, sept membres de la DC ont été assassinés ou enlevés.

#### LE GUATEMALA RESTERA NEUTRE TANT QUE CELA SERA POSSIBLE

Le général Oscar Mejia Victores a affirmé le 7 novembre que le pays maintiendra sa neutralité dans le conflit centre-américain "tant que cela sera possible". Le gouvernement a nié ce même jour avoir concentré des troupes le long de la frontière du Salvador.

Le colonel Rodolfo Lobos Zamora, chef de l'état-major, a fait savoir le 10 novembre que le Centre Régional d'Entraînement Militaire (CREM), installé sur la base militaire de Puerto Castilla, Honduras, où les soldats salvadoriens s'entraînent, avait demandé au gouvernement guatémaltèque de lui envoyer des instructeurs spécialisés en contre-insurrection.

#### DES REPRESENTANTS DES ETATS-UNIS EN VISITE DANS LE PAYS

Les porte-parole du gouvernement et de l'ambassade des Etats-Unis dans le pays ont fait savoir le 7 que le chef de l'Etat et d'autres fonctionnaires s'étaient entretenus avec le sous-secrétaire de la Défense du gouvernement nord-américain, Frédérick Ikle.

Selon les déclarations de Ikle aux journalistes, la réunion avait trait à "un éventuel renouvellement de l'aide militaire des Etats-Unis au Guatemala".

Trois jours auparavant, Richard Stone, ambassadeur itinérant de l'administration Reagan en Amérique Centrale, avait eu une entrevue avec les autorités militaires et le ministre des Relations Extérieures, Andrade Diaz-Duran.

#### CONTADORA PROPOSE UN TRAITE DE PAIX EN AMERIQUE CENTRALE

Le 9, les ambassadeurs au Guatemala du Mexique, du Panama, du Venezuela et de la Colombie (pays formant le groupe de Contadora) ont présenté au général Mejia Victores l'ébauche d'un traité de paix pour l'Amérique Centrale, qui sera présenté aux ministres des Relations Extérieures de la région le 14 novembre à Washington.

Le projet de traité est basé sur "le rapport sur les objectifs" approuvé par les pays centre-américains et sur les suggestions émises par ces pays, a expliqué le ministre des Relations Extérieures.

Selon Rodolfo Martinez, ambassadeur de la Colombie au Guatemala, la solution des problèmes en Amérique Centrale ne dépend pas d'une simple paix aux frontières mais d'une paix basée sur des échanges structurels, politiques, économiques et sociaux.

#### PNR : LES ETATS-UNIS FONT OBSTACLE A LA DEMOCRATIE AU GUATEMALA

La politique nord-américaine fait obstacle à la démocratie au Guatemala, a affirmé le 8 novembre le Parti National Rénovateur (PNR), de tendance conservatrice.

"La pauvreté, la marginalisation, l'abandon et le manque de possibilités dont souffre la majorité" polarisent les groupes sociaux et, en conséquence, "les peuples se fatiguent et se rebellent".

D'après un bulletin de presse de ce parti politique intitulé "Grenade, la démocratie des Marines", "l'influence du capitalisme nord-américain sur nos peuples offre les conditions idéales pour générer la déstabilisation, en particulier parce que nos gouvernements ont démontré leur incapacité à renforcer les institutions démocratiques, en raison de leur absence de sentiment d'identité nationale et de leur soif démesurée de pouvoir et de richesse".

"Les nord-américains, protecteurs zélés des multinationales, soutiennent ces gouvernements, s'opposant ainsi à la démocratie".

Selon des observateurs politiques, les déclarations du PNR constituent une condamnation de la position gouvernementale d'alignement inconditionnel sur la politique nord-américaine.

#### NOMINATION DANS LE CORPS DIPLOMATIQUE

Le 10 novembre, le ministère des Relations Extérieures a annoncé plusieurs nominations à des postes diplomatiques à l'étranger.

Le général Hector Mario Lopez Fuentes, ex-chef d'état-major de l'armée, a été nommé ambassadeur en Italie.

Federico Fashen Ortega, vice-ministre itinérant en Amérique Centrale, a été désigné comme ambassadeur à Washington.

#### CONTRE-INSURRECTION

##### L'ARMEE REEDUQUE LES PAYSANS DANS DES "COMMUNAUTES MODELES"

1.900 paysans indigènes kekchies, actuellement concentrés par l'armée aux environs de la brigade militaire de Coban dans le département de Alta Verapaz (Nord du pays), seront transférés dans une "communauté modèle" où ils poursuivront leur "rééducation et seront libérés de l'influence marxiste", a affirmé début novembre le colonel Otto Erick Ponce, commandant de la zone militaire.

"Nous ne pouvons permettre qu'ils retombent aux mains des guérilleros... Pour éviter que ceux-ci ne s'infiltrerent, comme c'est le cas sur les hauts plateaux, nous enverrons des gardes armés surveiller cette communauté".

Les milieux ecclésiastiques locaux ont récemment dénoncé le fait que l'armée

oblige les paysans à s'enrôler et à participer aux patrouilles civiles sous la menace de mort. Ils sont transférés et installés de force dans de nouveaux lieux de surveillance.

#### L'USINE DE MUNITIONS FONCTIONNE

Le 27 octobre, le journal officiel a publié le décret-loi 184-83, par lequel le gouvernement annonçait la fermeture de l'usine de munitions destinées à l'armée guatémaltèque.

L'ouverture de l'usine avait été officiellement annoncée trois jours auparavant par le décret-loi 183-83.

Interrogé, le colonel Pablo Nuila Hub, secrétaire des Relations Publiques de la présidence, affirmait ignorer les raisons du haut commandement.

Le général Mejia Victores a déclaré que l'annonce de la fermeture de l'usine était un "énorme mensonge". "Il se peut qu'en raison de l'excès de travail, j'ai signé par erreur cette annulation, mais l'usine fonctionne et continuera à fonctionner car nous produisons ce qu'il nous faut pour approvisionner l'armée".

#### ECONOMIE

##### REDUCTION DES EXPORTATIONS VERS LE NICARAGUA

Le 7 novembre, le gouvernement militaire a dicté des mesures pour restreindre l'exportation de produits industriels vers le marché nicaraguayen, décision considérée par les milieux politiques comme un pas de plus dans la tentative d'isoler économiquement le Nicaragua.

La mesure officielle, présentée dans une résolution du Conseil monétaire de la Banque du Guatemala n'affecte pas seulement l'industrie guatémaltèque, dont le Nicaragua constitue un des meilleurs marchés, mais viole les traités économiques régionaux ratifiés par le Guatemala.

##### LA CRISE DANS LE TOURISME

Mario Mendoza Hidalgo, directeur de l'Institut Guatémaltèque du Tourisme (INGUAT), a annoncé début novembre que l'entreprise nord-américaine William H. Coleman Inc. avait annulé une convention internationale sur le tourisme qui devait se tenir au Guatemala en 1984.

Le Guatemala demandera des comptes à la Compagnie devant la Cour Fédérale des Etats-Unis, car elle s'est moquée des entreprises guatémaltèques de tourisme et leur a occasionné au moins 5 millions de dollars de frais.

L'activité touristique, qui à la fin de la décade précédente, constituait le troisième facteur d'entrée de devises au Guatemala, est actuellement paralysée en raison de la situation de guerre et de la campagne de répression menée ces dernières années dans le pays.

## MOUVEMENT POPULAIRE

## LES UNIVERSITAIRES RECLAMENT UNE AUGMENTATION DU BUDGET

Le 10, les étudiants de plusieurs facultés ont occupé le rectorat de l'Université Nationale de San Carlos du Guatemala (USAC) pour exiger du gouvernement l'augmentation de la subvention de l'Etat destinée aux universités.

Les étudiants ont souligné que le général Mejia Victores avait annoncé une augmentation du budget de la Défense, qui concentre déjà plus de 50% du budget global, alors que le budget des universités n'a pas augmenté depuis plusieurs années.

Selon les membres du Conseil Supérieur des Universités, instance suprême de l'USAC, la situation économique de cette université est si précaire qu'on pourrait supprimer la première année de chaque matière l'année prochaine ; plus de 16.000 étudiants ne pourraient s'inscrire.

## INSURRECTION

## AFFRONTEMENT DANS LE DEPARTEMENT DE SAN MARCOS

D'après une information du bureau des relations publiques des forces armées, un affrontement a opposé les troupes de l'armée et les forces insurgées le 6 novembre, à Ixtal, municipalité de Nuevo Progreso, dans le département de San Marcos (Ouest du pays).

Ce département se situe dans la zone d'opération de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), l'une des composantes de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG).

## LES FAR ENDOMMAGENT UN HELICOPTERE

Le 7 novembre, un hélicoptère militaire (le troisième en 10 jours) a été endommagé par les Forces Armées Rebelles (FAR), dans le département du Peten, (Nord du pays). Les FAR font également partie de l'URNG.

Les FAR ont également affirmé avoir tendu une embuscade le 6 novembre à une colonne de l'armée, dans les environs des coopératives Retaltecos et La Lucha, situées dans la municipalité La Libertad, département du Peten. Le nombre de pertes infligées à l'armée n'a pas été déterminé.

## DEUX EMBUSCADES DANS LA CAPITALE

Deux embuscades ont été tendues aux forces de sécurité dans la capitale le 7 novembre.

Un porte-parole de la police nationale a reconnu que des mines Claymore avaient explosé dans le centre de la capitale au passage d'un véhicule transportant des hommes de la Brigade d'Opérations Spéciales (BROE), section spécialisée dans la contre-insurrection.

Une autre mine du même type a explosé dans un quartier périphérique de la capitale au passage d'un convoi militaire.

Officiellement, on n'a pas communiqué le nombre de pertes subies, mais la presse assure que les deux véhicules ont été détruits par les explosions. Les forces de sécurité ont longtemps bloqué la circulation dans les deux secteurs concernés, en interdisant l'accès aux journalistes.

Ces opérations ont été réalisées par l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), qui, ces derniers mois a revendiqué plusieurs opérations de même nature.

#### UNE OPERATION ORIGINALE DE PROPAGANDE MENEES PAR L'ORPA

L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a distribué du matériel de propagande révolutionnaire le 10 aux participants de la Convention nationale des gérants du Guatemala, que se tenait dans un luxueux hôtel de la capitale.

Selon l'un des gérants, deux jeunes femmes, aimables et élégamment vêtues, se sont présentées à l'hôtel et ont disposé aux endroits prévus à cet effet cinq compositions florales accompagnées de cinq enveloppes. "Lorsque nous avons ouvert les enveloppes, nous y avons trouvé la propagande de l'ORPA".

La police nationale a diffusé les portraits-robots des insurgées, qui ont surpris tous les participants, et n'ont pas éveillé les soupçons des agents chargés de la sécurité de la convention.

#### DROITS DE L'HOMME

##### ON DENONCE LE REGIME MILITAIRE A MADRID

Le docteur Antonio Garcia Borrajo, vice président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) a accusé le 8 novembre à Madrid le chef de l'Etat, le ministre de l'Intérieur, le président de la Cour Suprême de Justice et d'autres fonctionnaires du régime de "couvrir, d'être les responsables ou les auteurs directs de crimes contre l'humanité, de machination et de préméditation, d'actes de torture féroces, d'assassinats de citoyens pacifiques, de diverses tortures, du maintien des prisons clandestines et de la disparition de milliers de citoyens".

Garcia Borrajo a qualifié les autorités guatémaltèques de "monstres contemporains". "Les crimes contre l'humanité ne sont jamais prescrits et, un jour, ils devront rendre des comptes devant de véritables magistrats dans leur pays. La conscience universelle du citoyen les a jugés et les déclare coupables".

Cette dénonciation a été formulée lors d'une conférence organisée dans la capitale espagnole par la FIDH et la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala.

##### UN POLICIER TIRE SUR UN ATTARDE MENTAL

La police nationale a tiré Ovido Fuentes Xicara, un attardé mental inoffensif, le 10 novembre à Coatepeque, alors qu'il passait devant la mairie ses courses à la main.

Selon la version officielle, les agents ont confondu le retardé mental avec un insurgé. Après avoir vérifié de qui il s'agissait, la police a assigné Fuentes Xicara devant le tribunal sous l'accusation "d'attentat à la sécurité de l'Etat".

D'autre part, 8 personnes au moins ont été assassinées et 2 enlevées en un jour, en différents points du pays. On a découvert 6 cadavres torturés et criblés de balles dans la capitale et 2 dans le département de Alta Verapaz (Nord du pays). Deux jeunes ont été séquestrés à Escuintla, à 57 kms au Sud de la capitale.

Le colonel Rodolfo Zamora, chef de l'état-major de l'armée a admis que plusieurs catéchistes catholiques sont détenus à la base militaire de Puerto Barrios, à 280 kms au Nord-Est de la capitale. Les religieux ont été capturés en août passé et, selon le chef de l'état-major, on enquête pour vérifier "s'ils participent réellement à la subversion".

#### 73 VICTIMES EN 6 JOURS

Au moins 73 personnes ont été victimes de la violence officielle dans le pays entre le 29 octobre et le 3 novembre. 31 personnes ont été assassinées, 18 enlevées et portées disparues, 12 blessées par balles, selon les informations données par la police, par la presse et par les organismes de secours.

#### LE GOUVERNEMENT : IL N'Y A PAS DE DISPARUS

"Les supposés disparus sont des personnes qui ont décidé de partir travailler au Mexique ou aux Etats-Unis. Mais leur familles ne vont pas dire : mon oncle a passé la frontière clandestinement...", a déclaré le 4 novembre le chef des Relations Publiques de l'armée.

Néanmoins, on a appris de source judiciaire qu'un tribunal de la capitale examine en moyenne dix recours d'habeas corpus par jour, déposés par des personnes qui accusent les forces de sécurité d'être les responsables de la détention-disparition forcée de leurs parents.

Chaque jour, on peut voir dans les amphithéâtres du pays de longues files de personnes qui cherchent un parent parmi les cadavres ; des scènes similaires se produisent dans les centres de détention.

La Fédération latino-américaine des associations de parents de détenus-disparus au Guatemala a dénoncé en juillet le fait que le nombre de personnes détenues-portées disparues au Guatemala ces dernières années atteint 35.000, le taux le plus élevé d'Amérique Latine.

#### SITUATION SOCIALE

##### RECRUESCENCE DE LA MALARIA

Le docteur Ramiro Rivera Alvarez, ministre de la Santé Publique, a fait savoir le 9 novembre que 80.000 cas de malaria ont été recensés dans le pays. Selon lui, la recrudescence de la maladie est due au fait que "les autorités ont négligé l'augmentation de la malaria".

Des travailleurs de l'hôpital Roosevelt de la capitale, l'un des plus importants du pays, ont signalé le 7 novembre que "cela fait plus d'un an que les patients-personnes aux ressources peu élevées- doivent acheter les remèdes, car l'hôpital manque d'argent et ne peut les distribuer". Il se peut que l'hôpital ferme ses portes en raison du manque de recours financiers.

Au cours de ces deux dernières décennies, la mortalité, la sous-nutrition, l'analphabétisme et le manque de logements ont augmenté.